

LES AMÉRICAINS PENSENT QUE L'ALGÉRIE N'EST PAS IMMUNISÉE CONTRE LE CHANGEMENT

Les derniers conseils de l'ambassadeur Pearce

L'ambassadeur américain David Pearce estime que le changement politique en Algérie est inéluctable. Le diplomate plaide pour une participation active de la population dans le processus de transition et à plus d'ouverture démocratique. Le poste d'ambassadeur des Etats-Unis à Alger restera vacant durant plusieurs semaines.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le peuple doit avoir la possibilité de prendre part au processus de changement qui s'opère actuellement en Algérie.

C'est, en substance, ce qu'a conseillé le désormais ex-ambassa-

teur des Etats-Unis à Alger.

«Il est vrai que c'est une période de grands changements dans la région. Cela signifie tout simplement que les peuples recherchent plus de liberté, de dignité et d'opportunités dans

leurs pays respectifs. La manière dont cela se fera varie en fonction des circonstances des pays. Mais je pense que le débat est déjà en cours en Algérie sur l'avenir du pays», a déclaré David Pearce, lors d'une rencontre avec la presse jeudi à l'ambassade des Etats-Unis. Pour lui, l'Algérie n'est en rien «immunisée» contre le changement.

«Je ne veux pas faire dans les prévisions car

nul ne peut savoir de quoi sera fait demain, je crois que l'Algérie n'est pas immunisée contre ce changement. Le débat a été annoncé, la décision (du changement) est à prendre par le peuple et par les responsables.»

Le diplomate, qui plaide pour une plus grande ouverture démocratique, se dit néanmoins «optimiste» quant à l'avenir de l'Algérie.

«Le peuple algérien a beaucoup de talent. C'est pour cela que je reste très optimiste quant à l'avenir de l'Algérie. C'est vrai qu'il y aura un changement et que les points de vue diffèrent sur la manière dont ce changement devrait avoir lieu. C'est tout à fait normal qu'il y ait des divergences, c'est cela la démocratie. Mais il faudra gérer ces divergences dans un esprit de tolérance. Il est très important de savoir écouter. Si on perd le débat politique aujourd'hui, on peut le gagner demain. C'est cela la démocratie. Il faut être prêt à dialoguer à tout moment. Le fait qu'il n'y



Photo : D.F

David Pearce.

ait plus d'état d'urgence en Algérie est une mesure très positive. Nous espérons qu'elle sera suivie par d'autres mesures positives. Par cela, j'entends l'ouverture de l'espace à la société civile, à la liberté d'expression et de rassemblement», a souligné Pearce. En poste depuis 2008, David Pearce a affirmé avoir apprécié travailler en Algérie, un pays où il a été confronté à la «bureaucratie».

«Discret» de nature, Pearce a déclaré que son départ n'était pas lié à l'affaire du site WikiLeaks. «J'ai été nommé parmi l'équipe de cinq ambassadeurs à Kaboul. Je serai respon-

sable de 800 personnes en matière de gestion et de comptes rendus. Mon départ n'a rien à voir avec WikiLeaks. S'il était lié à WikiLeaks, cela aurait rendu mon départ plus intéressant», ironisera l'ambassadeur.

Son successeur, dont il a tu le nom, ne prendra pas ses fonctions avant plusieurs semaines.

«Il n'y a encore rien d'officiel. Il y a un processus de confirmation qui est actuellement au niveau du Sénat. On attend que le processus aboutisse. Mais je peux vous dire que je connais mon successeur et que c'est quelqu'un de très compétent.»

T. H.

C. B.

LIBYE ET SAHARA OCCIDENTAL

Justifications diplomatiques

L'ambassadeur Pearce est revenu, jeudi, sur les actions des Etats-Unis dans la région du Maghreb. Pour ce qui est de la situation en Libye, il a mis en avant l'argument humanitaire et le quitus de la Ligue arabe pour justifier l'intervention militaire.

«Il est important de comprendre que personne ne voulait en arriver à cette situation. Mais le fait est là, Kadhafi était en train de tuer des civils. Une situation rejetée par la Ligue arabe, qui a donné lieu à la résolution des Nations Unies pour protéger les civils. Notre objectif est humanitaire, il s'agit tout d'abord de protéger des civils.»

Le diplomate a également confirmé la position de l'administration américaine vis-à-vis de la proposition d'autonomie que tente d'imposer le Maroc dans le dossier du Sahara occidental. Mercredi dernier, la secrétaire d'Etat avait qualifié de «sérieux, réaliste et crédible» le plan marocain que rejette en bloc le Front Polisario.

«La déclaration de M^{me} Clinton reflète la position des Etats-Unis. Mais je pense qu'elle reflète également la politique suivie par le gouvernement américain qui est axée sur l'encouragement du dialogue», notera David Pearce.

T. H.

RÉSURGENCE DE L'ISLAMISME POLITIQUE

Les explications évasives de Ghoulamallah

Le ministre des Affaires religieuses, Bouabdallah Ghoulamallah, adopte des faufuyants quant à la résurgence de l'islamisme politique.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -Des explications évasives l'ont été, celles formulées jeudi dernier, en marge d'une séance de questions orales au Conseil de la nation, par le ministre des Affaires religieuses et du Wakf, Bouabdallah Ghoulamallah.

A une question sur la résurgence du discours et de l'activisme islamiste politique, le ministre des Affaires religieuses a estimé que «la population algérienne est suffisamment mûre pour ne pas (céder) aux extravagances» que «les imams et les fidèles sont suffisamment protégés». Néanmoins, «en dehors de la mosquée, je ne peux pas intervenir», assure M. Ghoulamallah.

A propos du mouvement de protestation de certains imams, le ministre de tutelle a affirmé que les revendications légitimes seront prises en charge. De même, le ministre des Affaires religieuses, en réponse à une question indirecte du sénateur RND

Kaddour Kas, avait concédé le droit aux conseils scientifiques, relevant de la mosquée, d'émettre des fatwas dans le but de concilier des parties en conflit et avant le recours à la justice.

A charge, cependant, pour ces conseils, agissant parfois sur saisine de citoyens en litige, de respecter la décision de justice une fois prononcée, précise le ministre.

Auparavant, en plénière, Bouabdallah Ghoulamallah était revenu sur la gestion du hadj, en réponse aux interrogations des sénateurs Abdelkader Chenine (tiers présidentiel) et Abdelkader Belaouar (FLN). Selon le ministre, la gestion des hadjis algériens a été relativement satisfaisante, en dépit des 25 décès enregistrés et 200 hospitalisations effectuées.

Cela même si les conditions d'hébergement et de transport n'ont pas été satisfaisantes, dans la mesure où le nombre de pèlerins (40 000) a excédé

le quota affecté à l'Algérie (27 000), et que l'Office national du tourisme s'est avéré défaillant dans la prise en charge des pèlerins. Certes, le ministre des Affaires étrangères estime que de tels désagréments sont normaux. «C'est ça le hadj», dira-t-il.

Des conditions dont M. Ghoulamallah promet tou-

tefois l'amélioration durant la saison du hadj 2011 qui sera préparée dès le mois d'avril. A ce propos, l'hôte du Conseil de la nation a évoqué la levée du monopole et la prise en charge de 14 000 pèlerins ouverte à 28 agences de tourisme et de voyage, après sélection.

CNCD «BARAKATE»

Meeting à la salle Atlas

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie «BARAKATE» qui avait menacé d'improviser une marche, aujourd'hui, a finalement obtenu l'autorisation pour l'organisation d'un meeting. La rencontre a eu lieu, hier en début d'après-midi, à la salle Atlas de Bab El-Oued.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Les différents représentants des «syndicats autonomes, Ligue des droits de l'homme, Ligue des jeunes libres, associations de disparus, chômeurs, comités de quartiers, travailleurs, étudiants, artistes, journalistes, handicapés, retraités, contractuels», qui ont pris hier la parole à tour de rôle ont été unanimes à dire : «On ne cherche pas le trône, mais seule-

ment le changement.» «Après 132 ans de colonisation et au prix de sacrifices énormes dont plus de sept ans de lutte armée, l'Algérie a fini par recouvrer sa souveraineté en 1962.

Mais, à ce jour, le peuple algérien n'a pas encore joui de sa souveraineté ni de sa liberté pleine et entière. Alors qu'un vent de liberté et d'espoir souffle sur la région, notre pays, après avoir été à la pointe de l'aspiration démocratique en octobre 1988, se retrouve aujourd'hui coincé par un régime qui refuse d'aller dans le sens du changement», est-il noté dans un communiqué distribué aux participants à cette rencontre.

Ainsi, pour la CNCD «BARAKATE», il est temps que la lutte pacifique et solidaire remplace les émeutes, «el hargha» et l'immola-

tion. Il est temps pour elle que la jeunesse marginalisée, les chômeurs exclus, les travailleurs spoliés, les femmes opprimées et les étudiants désespérés, prennent collectivement leur destin en main.

Pour rappel, la Coordination nationale pour le changement et la démocratie avait adressé, il y a dix jours, à la Wilaya d'Alger, une demande pour l'organisation d'un meeting. N'ayant pas obtenu de réponse, elle a menacé d'improviser une marche aujourd'hui samedi. Finalement, la Wilaya d'Alger a fini par délivrer l'autorisation pour l'organisation de cette rencontre mercredi soir. Chose que la CNCD «BARAKATE» a tenu à dénoncer, estimant le délai de 48h, insuffisant pour la préparation d'un meeting.

M. M.